



HAL
open science

Les verriers de Givors entre l'emploi et la santé: De l'intérêt d'étudier les contradictions de la condition ouvrière

Pascal Marichalar

► **To cite this version:**

Pascal Marichalar. Les verriers de Givors entre l'emploi et la santé: De l'intérêt d'étudier les contradictions de la condition ouvrière. Les mondes ouvriers: figures de (dé)mobilisations, 2022, 9782757437247. hal-03911057

HAL Id: hal-03911057

<https://hal.science/hal-03911057>

Submitted on 13 Jan 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Les verriers de Givors entre l'emploi et la santé : De l'intérêt d'étudier les contradictions de la condition ouvrière

Pascal Marichalar

Chargé de recherche au CNRS – Institut de recherche interdisciplinaire sur les enjeux sociaux
C'est en 1700 que le médecin italien Bernadino Ramazzini publie *l'Essai sur les maladies des artisans*, un livre précurseur de l'étude des effets des conditions de travail sur la santé, dans la mesure où chacun des chapitres correspond à un métier, plutôt qu'à une pathologie¹. Il y propose à ses pairs « de s'asseoir quelque temps sur un simple banc comme sur un fauteuil doré, et là, d'un air affable, d'interroger le malade sur tout ce qu'exigent et les préceptes de son art et les devoirs de son cœur ». Cette méthode, à laquelle l'ethnographie contemporaine fait écho², lui permet de mettre en lumière un redoutable paradoxe, dont il s'émeut dans la préface : « Ne sommes-nous pas forcés de convenir que plusieurs arts sont une source de maux pour ceux qui les exercent, et que les malheureux artisans, trouvant les maladies les plus graves où ils espéraient puiser le soutien de leur vie et de celle de leur famille, meurent en détestant leur ingrate profession ? ».

Cette contradiction est toujours d'actualité, et plus fortement dans le monde ouvrier, qui cumule les facteurs de risque professionnel³. Des ouvriers de l'usine chimique de Minamata qui défendent l'établissement qui les empoisonne⁴, aux salariés des entrepôts logistiques contemporains déshumanisés par l'outil de commande vocale, mais attachés à réaliser de « belles palettes⁵ », en passant par les ouvrières d'une usine de chemises qui « disent leur attachement à l'emploi et leur répulsion pour leurs conditions de travail⁶ », nombreuses sont les études de sciences sociales qui décrivent des travailleuses et travailleurs écartelés entre la défense d'un emploi et la dénonciation de la dangerosité du travail. Bien souvent, à y regarder de plus près, ce n'est pas seulement l'emploi qui

1 Bernardino Ramazzini, *Essai sur les maladies des artisans*, Encyclopédie des sciences médicales, vol. 12, 1841 [1700], 502 p.

2 Stéphane Beaud et Florence Weber, *Guide de l'enquête de terrain : produire et analyser des données ethnographiques*, Paris, La Découverte, 2010, 336 p.

3 Bernard Arnaudo *et al.*, « Les risques professionnels en 2010 : de fortes différences d'exposition selon les secteurs », *Dares Analyses*, n° 10, 2013.

4 Paul Jobin, *Maladies industrielles et renouveau syndical au Japon*, Paris, Éditions de l'EHESS, 2006, 560 p.

5 David Gaborieau, *Des usines à colis. Trajectoire ouvrière des entrepôts de la grande distribution*, Thèse de doctorat en sociologie, Université Paris 1, 2016.

6 Anni Borzeix et Margaret Maruani, *Le temps des chemises. La grève qu'elles gardent au cœur*, Éditions Syros, 1982, p. 22.

est mis en balance avec les conditions de travail, mais également l'attachement à la beauté d'un geste, à la noblesse d'un statut, à la reconnaissance sociale que procure un métier.

Je reviens ici sur l'intérêt que peut avoir l'étude de cette apparente contradiction en sciences sociales. Le fait que des femmes et des hommes continuent à s'exposer et à être exposés à des conditions de travail dangereuses ne peut être expliqué par leur irrationalité, car ceci reviendrait à ne rien expliquer. Il ne trouve généralement pas sa source non plus dans l'ignorance des dangers encourus. Ainsi, dans le cas des ouvriers, la grande majorité des risques professionnels auxquels ils sont exposés aujourd'hui sont connus depuis des décennies⁷. Par ailleurs, les travailleurs ont bien souvent une « expertise brute » de la dangerosité de leur travail⁸, qui si elle n'est pas formulée dans le langage précis de la science ne s'adosse pas moins à l'authenticité d'une expérience vécue de la pénibilité et de la douleur, ou à l'intuition épidémiologique selon laquelle le nombre de victimes est anormalement élevé⁹. Comme le préconise le sociologue de la classe ouvrière américaine Rick Fantasia, il faut reconnaître que « les réponses et les paroles des gens doivent être prises au sérieux par les sciences sociales, mais pour ce faire il faut d'abord reconnaître que le monde peut être parfois un lieu paradoxal et contradictoire pour ceux qui y négocient leur place¹⁰ ». Ce qui ressemble à une contradiction n'en est pas une dès lors que l'on change d'échelle, afin de prendre en compte au niveau macro les injonctions contradictoires d'un système institutionnel. Tout comme E. P. Thompson dans son étude sur la foule anglaise du XVIII^e siècle face au prix du pain, il importe également de décrire en finesse, à une échelle plus resserrée, le « consensus populaire autour de ce qui relève de pratiques légitimes ou illégitimes » dans le travail¹¹. La contradiction se dissout à partir du moment où l'on comprend qu'elle dépend de l'angle sous lequel le travail est vécu.

Pour développer cette argumentation, je me base sur une étude que j'ai menée entre 2013 et 2017 auprès d'anciens ouvriers verriers de l'établissement de Givors, près de Lyon, qui a produit pots et bouteilles pour l'industrie agroalimentaire jusqu'à sa fermeture en 2003. J'ai effectué une cinquantaine d'entretiens enregistrés, suivi et observé l'association des anciens verriers dans ses activités ludiques comme dans ses audiences judiciaires, et travaillé sur des archives recueillies par

7 Marine Cavet, Sarah Memmi et Martine Léonard, « Les expositions aux cancérogènes, mutagènes et reprotoxiques. Un zoom sur huit produits chimiques », *Références en santé au travail*, n° 144, 2015, p. 77-91.

8 Pascal Marichalar et Laure Pitti, « Réinventer la médecine ouvrière ? Retour sur des mouvements médicaux alternatifs dans la France post-1968 », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 2013, p. 114-131.

9 Phil Brown, « Popular epidemiology and toxic waste contamination : lay and professional ways of knowing », *Journal of Health and Social Behavior*, vol. 33, 1992, p. 267-281.

10 Rick Fantasia, *Cultures of Solidarity. Consciousness, Action and Contemporary American Workers*, University of California Press, 1988, p. 5.

11 Edward P. Thompson, « The Moral Economy of the English Crowd in the Eighteenth Century », *Past and Present*, n° 50, 1971, p. 79.

Laurent Gonon, imprimeur à la retraite qui coordonne la mobilisation autour des maladies professionnelles que les verriers ont engagée depuis 2009¹².

Un conte de deux luttes

Début 2001, la verrerie de Givors est un établissement du groupe VMC, filiale de BSN-Danone. Elle compte presque 320 salariés en CDI, emploie plusieurs dizaines d'intérimaires par an (représentant environ 40 équivalents temps-plein) et fait vivre une centaine de sous-traitants (fabricants de moules de machines verrières, une activité qui a été sous-traitée dans les années 1990). L'usine produit 120 000 tonnes de pots par an à partir de deux fours dont la combustion n'est jamais interrompue. Les effectifs sont organisés en 5 x 8, soit cinq brigades qui tournent sur les trois créneaux de huit heures. L'établissement est l'un des principaux employeurs de cette municipalité communiste, qui a vu fermer un grand nombre de sites industriels depuis les années 1970, jusqu'à être proclamée en 1980 « ville de la mort de l'industrie » par les historiens Yves Lequin et Jean Métral¹³.

Le 9 avril, la direction de BSN annonce la suppression de 880 emplois à l'échelle du groupe. Le plan comprend la fermeture définitive de l'usine de Givors. Une importante mobilisation s'ensuit pendant presque deux ans. Elle repose sur une base intersyndicale – la CGT majoritaire et son opposante de toujours la CFDT ayant décidé de faire front commun – et intercatégorielle, puisque certains cadres se sont joints aux ouvriers. La mobilisation ne parvient pas, cependant, à faire échec au plan social. Le 15 janvier 2003 a lieu la « coulée » du dernier four en activité de la verrerie, soit le moment où il est vidé de tout le verre en fusion avant d'être définitivement éteint. Les verriers obtiennent des reclassements ou des départs anticipés à la retraite.

Un acquis de la mobilisation contre la fermeture est la cession d'un local de BSN pour un euro symbolique, demandée afin d'en faire le siège d'une nouvelle Association des anciens verriers de Givors. En 2005, Christian Cervantes, ancien ouvrier de fabrication, tombe malade d'un cancer de la gorge. En 2009, il récidive avec un cancer du plancher de la bouche. Son épouse Mercedes a l'idée d'envoyer un questionnaire médical à l'ensemble des membres de l'association (c'est-à-dire à la quasi-totalité des anciens verriers), avec le soutien de ses filles et d'un militant local, l'imprimeur retraité Laurent Gonon. Le questionnaire porte sur l'état de santé des verriers, les postes auxquels ils ont

12 Cette recherche a également donné lieu à la parution d'un livre, *Qui a tué les verriers de Givors ? Une enquête de sciences sociales*, Paris, La Découverte, 2017 ; ainsi que d'un article « "C'est gênant de se mettre à dos son médecin, parce qu'on en a besoin." Ouvriers malades de leur travail face à la médecine », *Agone*, n° 58, 2016, p. 105-122. Je remercie les anciens verriers et leurs soutiens, en particulier Mercedes Cervantes, Laurent Gonon et Jean-Claude Moioli, de m'avoir fait confiance dans ce travail collaboratif.

13 Yves Lequin et Jean Métral, « À la recherche d'une mémoire collective : les métallurgistes retraités de Givors », *Annales. Histoire, sciences sociales*, 1980, p. 150.

travaillé et les démarches éventuellement entreprises pour faire reconnaître l'origine professionnelle d'une maladie. Parmi les 208 questionnaires retournés (sur 645 envoyés), 92 font état de cancers (dont 20 du poumon, 14 ORL, 12 de la prostate, 4 de la vessie).

À partir de ce moment, l'association se lance pleinement dans ce qu'elle appelle le « dossier maladies professionnelles ». Plusieurs de ses membres demandent que leurs maladies soient reconnues comme ayant été causées par le travail. Divers fronts judiciaires sont ouverts de manière simultanée : demande de classement de la verrerie sur les listes « amiante » afin de pouvoir bénéficier de la retraite anticipée, suivi des demandes de reconnaissance en maladie professionnelle, procédures pour faute inexcusable de l'employeur (permettant une majoration de la rente de la victime et la réparation des préjudices non économiques), demande de réparation du préjudice d'anxiété dû à l'exposition à l'amiante et à d'autres produits cancérigènes, demande de remise des attestations d'exposition à des produits cancérigènes.

Les acteurs principaux sont peu ou prou les mêmes d'un combat à l'autre. L'un des principaux militants de la lutte contre la fermeture est Christian Cervantes, délégué syndical CGT, âgé de 53 ans en 2001. Lui et sa famille sont de toutes les actions, manifestations, procédures en justice, négociations politiques. Quelques années plus tard, dans le combat pour la santé, la famille Cervantes joue toujours un rôle essentiel. L'épouse de Christian, Mercedes, et ses deux filles Sonia et Marlène, engagent cette lutte à un moment où l'ancien verrier, malade, est encore peu enclin à s'élever contre l'industrie qui l'a fait vivre tant d'années. Il change progressivement d'avis, devenant l'un des personnages emblématiques de la mobilisation jusqu'à son décès en 2012. Par la suite, ses proches continuent de jouer un rôle de premier plan dans l'avancée du dossier, en organisant des rassemblements festifs pour récolter des fonds et en poursuivant le travail judiciaire dont les premiers résultats positifs (la reconnaissance posthume de l'origine professionnelle des cancers de Christian) ont valeur de précédent pour les autres membres de l'association.

L'autre acteur central de ces mobilisations est Laurent Gonon, retraité, ancien dirigeant d'une imprimerie liée au mouvement ouvrier lyonnais, âgé de 64 ans en 2001. Multi-casquettes, il est localement connu en tant que militant profondément inscrit dans le milieu communiste, mais aussi spécialiste de la formation professionnelle des imprimeurs et historien et économiste amateur (titulaire d'un CAP de tourneur-fraiseur et d'un doctorat de gestion, également bien connu dans le milieu de l'historiographie de la région lyonnaise). Lors des deux mobilisations, c'est lui qui est en charge des sites internet, qu'il crée et nourrit quotidiennement avec les dernières actualités et analyses. Le slogan qu'il place en bandeau du site sur la santé évoque la continuité avec les

événements de 2001-2003 : « après la lutte pour l'emploi, le combat pour la vie !¹⁴ ». C'est également Laurent Gonon qui coordonne les procédures en justice (en sollicitant et recueillant les documents et attestations, les numérisant, les envoyant à l'avocat), qui rédige ou revoit les communiqués de presse et certains tracts, qui aide à établir des contre-analyses ou de la vulgarisation sur des points par rapport auxquels les ouvriers s'estiment dépassés (résultats économiques de l'usine et du groupe, réorganisation de la production, preuves de l'exposition à des produits cancérigènes ou de l'origine professionnelle des pathologies...), qui archive toutes les traces de la mobilisation, qui produit des points d'étapes réguliers avec une profondeur historique et qui écrit des articles dans des revues militantes ou scientifiques¹⁵.

D'une lutte à l'autre, on constate également une certaine continuité dans la nature des actions : manifestations et rassemblements (devant le siège de BSN à Villeurbanne en 2001, de la médecine du travail à Givors en 2011), conférences de presse, cérémonies... On retrouve surtout une même priorité donnée à l'action judiciaire, avec toutes les pratiques afférentes : affréter des cars pour se rendre collectivement aux audiences (ce qui en fait un moment collectif et festif), répondre aux journalistes devant le palais de justice...

Défendre son usine, et en mourir ?

Les verriers de Givors ont défendu leur emploi, leur savoir-faire, leur fierté d'être verriers, puis ont dénoncé les conditions de travail inhumaines auxquelles ils avaient été exposés. Rien de ceci n'est allé de soi, comme l'atteste le fait que certains ouvriers n'ont pas voulu se joindre tout de suite au « dossier maladies professionnelles », invoquant leurs états de service dans la lutte contre la fermeture. Cependant, la plupart des meneurs de la première lutte ont fini par être acquis à la seconde. Les entretiens réalisés montrent que la contradiction s'est largement estompée, en grande partie parce que les valeurs et les manières de se représenter le monde social sous-jacentes à la mobilisation pour l'emploi ont été réimportées dans la lutte sur la santé.

Alors qu'il était lui-même gravement malade et défiguré par des opérations mutilantes, Christian Cervantes n'a d'abord pas voulu se joindre à la démarche commencée par son épouse Mercedes. Elle évoque le souvenir de la soirée de 2009 au cours de laquelle elle a eu l'idée d'une enquête sur l'état de santé des anciens verriers :

[14 www.verriers-givors.com](http://www.verriers-givors.com)

15 Laurent Gonon, « Maladies professionnelles des verriers : le déni des droits », *Journal de médecine légale*, vol. 58, n° 5, 2015, p. 343-367.

[Jean-Claude] venait nous annoncer qu'un verrier était encore mort. Et là, j'étais assise, je me vois encore, sur mes escaliers, il y avait tous les verriers, on parlait. Et je me suis levée, et j'ai dit, mais, vous êtes en train de – alors le mot, excusez le mot – vous êtes en train de crever, et vous y voyez rien. Mon mari il m'a regardé, il était à côté de moi, il m'a regardé, je me suis levée, il m'a dit, « qu'est-ce que tu racontes, toi ? » « Ben, j'ai dit, il y a encore un mort, mais vous êtes pas en train de vous rendre compte que vous êtes tous en train de mourir les uns après les autres ? Vous vous posez pas de questions ? » Là il y a eu un blanc, tous ils m'ont regardée. Et bon, et puis voilà. Et le soir, mon mari, il me dit, « mais qu'est-ce que tu racontais tout à l'heure ? Pourquoi tu attaques comme ça la verrerie ? » Moi j'ai dit, « non, j'attaque pas la verrerie, je constate simplement que vous êtes tous en train de mourir ». (Entretien, 15 octobre 2013)

Mercedes Cervantes et sa fille Sonia m'expliquent toutes leurs difficultés pour convaincre Christian de la légitimité de ce combat :

SONIA : (rappelant ce que disait son père) « C'est eux qui nous ont donné à manger toutes ces années, quoi. Donc, je fais rien ». Il a fallu que ça touche des gens qui étaient très près de mon père, pour que lui comprenne que, ben, c'était pas pour lui, c'était pas pour lui. Nous, c'était pour lui, mais lui, il a fait ça pour les autres. Et c'est comme ça que ça a... Mais alors ils se sont pris la tête, hein.

Alors

lui...

MERCEDES : Il disait, il faut pas mordre la main qui t'as nourri, il disait, Christian. C'est pas ça ! C'est les conditions dans lesquelles on t'as nourri, quoi, voilà. Après, c'est pas quelqu'un qui t'as nourri, c'est les conditions qu'on t'a, voilà, imposées. Ça c'est vrai que c'était dur, hein. Et après, oui, il a fait son chemin.

SONIA : Petit à petit, il a vu que, oui, ça touchait des gens très proches, que oui, il y avait des femmes qu'il connaissait bien qui restaient sur le carreau sans leur mari, sans rien, du jour au lendemain. Mort subite, il y en a qui partaient en vacances, ils revenaient pas, enfin... Et là, il a commencé à dire, mais attends, il y a un truc. Et, à la fin, il arrivait à dire – j'ai le souvenir d'une interview qu'on avait faite – j'étais à côté, et il a dit, « on m'a empoisonné, on a empoisonné tout le monde ». Et donc il a fait le chemin pour arriver à dire ça, quoi. Donc il disait à la fin, on n'a pas été au boulot pour crever à la fin. Donc lui, ça lui a demandé vraiment beaucoup de... cette histoire de loyauté, il était pas tranquille avec. Il fallait qu'on montre que, ben, lui aussi, quoi. C'est quand on lui a fait voir ses photos à lui, en disant, mais oh, regarde-toi, quoi ! Donc là ça a évolué. Et puis après, ben, les copains, c'est vrai qu'ils ont tous embrayé. Ça a été pas facile au début, parce qu'il y avait pas trop de, d'éléments qui tiraient vers l'avant. Parce qu'en fait pour s'organiser, c'était pas évident.

MERCEDES : Tout le monde était dans son petit coin.

SONIA : Tout le monde était un peu sceptique, et puis quand ils ont vu que finalement, bah, ça commençait à grossir, à grossir, à grossir, comme mouvement, donc là ça a commencé à faire son

chemin, et puis du coup, ça y est, ils ont commencé vraiment à se ressouder, comme, un peu, dans le même esprit que la fermeture. (Entretien, 4 février 2014)

Je n'ai pu rencontrer Christian Cervantes, ayant commencé l'enquête un peu plus d'un an après son décès. Cependant, les documents recueillis permettent de mesurer l'évolution de ses propos sur le sujet des maladies professionnelles depuis son refus initial de s'engager. On peut citer par exemple la lettre qu'il envoie au ministre du travail le 23 janvier 2012, soit quelques semaines avant sa mort :

Nous avons travaillé dur, et à ce jour, nous devons nous battre encore plus durement afin de faire reconnaître le lien entre notre activité salariale et les pathologies que nous tentons de combattre. [...] Je me bats surtout pour que quelqu'un s'intéresse enfin à nous... à mes collègues encore exposés qui crèveront comme nous, si personne ne fait rien... certes nous reconnaitre victimes de notre travail aura des conséquences financières pour les personnes responsables... mais pour nous le coût est humain : combien de familles meurtries par un départ prématuré (parfois foudroyant quelques jours entre l'annonce de la maladie et le décès), combien d'ouvriers blessés dans leur chair, combien de gâchis ?????? TROP, beaucoup TROP à notre humble avis... Il est temps que les choses changent sinon demain nos enfants, nos petits enfants susceptibles d'occuper les mêmes emplois que nous jadis, subiront le même sort. Mais nous ne sommes rien, rien que des hommes, sans grand intérêt, sans grands pouvoirs, qui malgré toute leur bonne volonté et leurs multiples actions, se voient confrontés à des lettres mortes, à des murs sans oreilles et à des problèmes sans réponse. (Lettre de Christian Cervantes au ministre du Travail, 23 janvier 2012)

La conversion de Christian Cervantes a eu un effet déterminant sur un certain nombre d'autres acteurs de la mobilisation contre la fermeture, qui ont finalement accepté de se joindre au « dossier maladies professionnelles ».

Depuis au moins le XIX^e siècle, l'histoire des mobilisations verrières est celle de « maîtres verriers » fiers de leur art qui luttent contre les dévaluations successives de leur statut. Joan Scott retrace ainsi l'introduction des nouveaux fours à gaz Siemens dans les verreries françaises des années 1870, dont le feu continu et particulièrement chaud permet de mettre en place l'organisation aux 3 x 8 en baissant la compétence requise de la part des ouvriers. En réaction à ces changements, les syndicats se présentent comme les gardiens qui veillent à ce que l'accès à la profession continue à se faire sur la base de savoir-faire techniques élevés¹⁶.

16 Joan Scott, « Les verriers de Carmaux, 1856-1895 », *Le Mouvement social*, n° 76, 1971, p. 67-93 ; Joan Scott, *The Glassworkers of Carmaux. French Craftsmen and Political Action in a Nineteenth-Century City*, Cambridge, Harvard University Press, 1974, 256 p.

Un siècle plus tard, l'enquête à Givors montre que les verriers sont toujours persuadés d'être les représentants d'une élite ouvrière dotée d'un savoir-faire particulier. Lors des entretiens, ils détaillent les compétences acquises au fil des années, afin d'identifier d'un coup d'œil la viscosité exacte du verre en fusion qui descend du four, savoir comment changer la composition, à quelle fréquence graisser les moules, à quelle cadence monter les machines de production. Nombreux sont ceux qui racontent avec une précision infinie l'ensemble des tâches et des astuces de leur poste, comme s'ils l'avaient quitté la veille et non une décennie plus tôt : « Je pourrais refaire [*démonter et remonter*] une machine maintenant, je me rappelle de tout », explique Bruno Cordero (entretien le 15 octobre 2013), ancien ouvrier de maintenance, qui travaille dans un tout autre secteur depuis 2007. Tous rappellent qu'ils étaient mieux payés que les autres ouvriers, et évoquent la supériorité technique acquise par les « Givordins », qu'ont pu constater ceux qui ont été reclassés dans d'autres verreries.

L'annonce de la fermeture en avril 2001 signe la rupture brutale de cette reconnaissance implicite. Pour les verriers, le plus incompréhensible dans cette décision est que personne ne conteste que la verrerie de Givors est rentable, et même bien en avance sur d'autres (notamment l'autre fleuron de VMC, l'usine de Reims) sur le plan technique. Après la fermeture, la plupart des ouvriers vivent leur reclassement comme un déclassé : Thierry Meneguelo devient transporteur de déchets hospitaliers, Jean-Pierre Grimaldi agent d'entretien dans une municipalité, Bruno Cordero ouvrier de maintenance dans une usine pétrochimique. Même ceux qui restent verriers, reclassés à Puy-Guillaume, Veauche ou Rives-de-Gier, disent ne pas y avoir retrouvé la même reconnaissance du savoir-faire verrier.

Quelques années plus tard, la lutte sur la santé ouvre de nouvelles possibilités de s'identifier comme verrier dans l'espace public. Être « reconnu » en maladie professionnelle, c'est d'une certaine façon montrer qu'on n'a jamais cessé d'être un verrier de Givors, ne serait-ce que par les stigmates physiques qui perdurent. C'est montrer également qu'on fait toujours partie d'un même collectif, celui des trois cents ouvriers qui ont subi le plan social de 2003. Les procédures en justice objectivent cette permanence des réseaux de solidarité par le jeu des attestations croisées. Dans le dossier déposé aux prud'hommes (préjudice d'anxiété), Kader témoigne pour Thierry, et Thierry pour Kader, Jean-Claude témoigne pour Jacky, et Jacky pour José, etc. : « J'atteste que de l'année 1991 à 2003 j'ai travaillé avec M. Chapuis Hervé qui était tourneur secteur D11 qui était à proximité du D12 où était stocké l'amiante » (attestation de Vincent Messina pour Hervé Chapuis, 2 avril 2013).

Adriana Petryna décrit la « citoyenneté biologique » à laquelle accèdent les populations qui sont reconnues comme des victimes de l'accident de Tchernobyl dans l'Ukraine nouvellement

indépendante, au début des années 1990¹⁷. Dans ce moment de transition vers un modèle libéral où l'État social est brutalement réduit, seul le fait d'être reconnu comme l'un des « souffrants » de la catastrophe nucléaire (c'est le terme indigène) permet de bénéficier encore de formes de protection dans le marasme économique ambiant, au point que des parents en viennent à espérer cette qualification pour leurs enfants. On peut dresser un parallèle avec la situation des anciens verriers de Givors. Déchus de la citoyenneté sociale qu'octroie l'appartenance à un collectif de travail fort et fier, les anciens verriers tentent de la retrouver par le statut de victimes d'expositions et de maladies professionnelles.

Dans le travail puis dans la maladie, les savoir-faire professionnels sont au fondement de la reconnaissance. Dans les entretiens, les anciens ouvriers se présentent comme les « experts bruts » de la dangerosité de leurs conditions de travail passées, à l'instar de Maurice :

J'ai été au four, j'ai été aux machines, j'ai été à la fusion, j'ai été à la composition, j'ai été à l'entretien sur les Eternit, j'ai été au fioul lourd, bon, j'ai tout fait. Vu mon métier, on allait de partout. Une heure on nous appelait, par exemple pour dépanner un feeder, donc on prenait de la graisse plein les yeux. On allait au titane, alors là c'était le summum. On allait après à la composition, c'était de la silice. On avait des colorants, le nom je me rappelle plus. Après, on allait changer une ampoule, pan, sur la tête, on prenait un peu de fibrociment qui se désagrègeait, parce que dans le temps il se désagrège. (Entretien, 16 octobre 2013)

En 2013, soixante anciens verriers de Givors ont déposé une demande d'indemnisation de leur préjudice d'anxiété lié à l'exposition à l'amiante ainsi qu'à plusieurs dizaines d'autres produits cancérigènes. Pour lancer la procédure, l'avocat a demandé aux verriers de rédiger à la fois des témoignages individuels et des attestations croisées (les uns pour les autres) certifiant à la fois qu'ils avaient bien été exposés aux produits incriminés, et qu'ils en ressentaient de l'anxiété. L'ancien électricien Maurice reconnaît la profondeur de son trouble dans son témoignage :

Je suis constamment essoufflé, j'angoisse terriblement lorsque tous les deux ans je subis les examens de contrôle [...] Je demande le préjudice d'anxiété car j'ai terriblement peur ; car avoir une épée de Damoclès sur la tête n'est pas rassurant. De plus, j'ai perdu de nombreux copains suite à cette exposition à l'amiante. Je suis suivi depuis plus de dix ans par un psychiatre car je ne me cache pas, j'ai peur de mourir. (Témoignage de Maurice Privas, 24 février 2013)

Les membres de la famille ont également été mis à contribution, comme la femme de Bruno :

17 Adriana Petryna, *Life Exposed : Biological Citizens after Chernobyl*, Princeton, Princeton University Press, 2002, 304 p. ; Adriana Petryna, « Biological Citizenship : The Science and Politics of Chernobyl-Exposed Populations », *Osiris*, vol. 19, 2004, p. 250-265.

Depuis la fermeture de la verrerie et depuis qu'il sait qu'il a été exposé à l'amiante, mon mari Bruno Cordero a changé de comportement. Il va souvent sur Internet se renseigner sur les conséquences provoquées par l'amiante. Il prend régulièrement du magnésium et ne sort jamais sans sa boîte de Xanax. Il en a même mis une plaquette dans le pare-soleil de sa voiture et il ne fait jamais une nuit complète de sommeil. (Attestation du 28 février 2013)

Cependant, sans remettre en cause la réalité de ces expériences, plusieurs verriers tiennent à préciser qu'ils estiment que l'anxiété a véritablement commencé le jour de la fermeture de la verrerie. Ils me font part de cette opinion en entretien mais ne l'incluent évidemment pas dans les attestations destinées à être produites en justice, par peur qu'elle ne les desserve. L'ancien cadre Alain évoque par exemple le désespoir de deux de ses anciens collègues :

Je pense que Bernard¹⁸ a pris une grande claque dans sa gueule, et c'est vrai que ça a été très très douloureux pour lui, il l'a très mal vécu. [...] C'était quelque chose d'une violence inouïe. [...] Quand aujourd'hui j'entends parler de fermetures d'usines, que c'est, je dirais, bafoué par les médias, y a ci, y a ça, oui ils demandent de l'argent... la détresse mentale, la détresse qu'il peut y avoir à l'intérieur de la majorité des personnes, c'est énorme. (Entretien, Givors, 4 février 2014)

Parmi les anciens verriers, certains ont vite été au chômage, à cause de nouveaux plans sociaux dans les entreprises vers lesquelles ils avaient été reclassés, mais ils sont une minorité. La plupart ont retrouvé d'autres postes ou ont attendu quelques années d'être à la retraite (en touchant des allocations-chômage sans nécessité de recherche d'emploi). Qu'ils aient ou non conservé un emploi, il ne faut pour autant minimiser l'impression de déchéance symbolique ressentie par la plupart des ouvriers. Cependant, la justice exige de découper le continuum de l'anxiété en tronçons, pour n'en indemniser qu'une partie, celle liée au travail (et non à la perte de l'emploi), et encore, en limitant la liste des facteurs de risque reconnus.

Chez les verriers de Givors, l'injustice ressentie au moment de la fermeture a une structure similaire à celle ressentie au sujet des expositions professionnelles. Dans les deux cas, les anciens verriers reprochent à leur employeur d'avoir rompu un contrat moral, un échange entre capital et travail, entre engagement professionnel et rémunération matérielle et symbolique, réputé un peu plus équitable qu'ailleurs.

Au moment de la mobilisation contre la fermeture comme plus tard, lors des entretiens réalisés, les anciens verriers ont à cœur d'opposer deux styles patronaux, qu'ils identifient aux figures du père et du fils Riboud. Antoine, le créateur de BSN et du groupe Danone, aurait été un patron proche de la

18 Le prénom a été changé.

base, soucieux de connaître la manière dont les ouvriers travaillent, initiateur d'« avancées » sociales, (dont le passage des 3 x 8 aux 5 x 8, permettant de réduire la durée hebdomadaire du travail). Plusieurs histoires circulent sur ses apparitions « incognito » dans l'usine, lors desquelles il demande une cigarette à un ouvrier de production, cherche quelqu'un pour lui recoudre un bouton ou pour partager une bouteille de vin rouge avec lui. Son style de direction s'inscrirait dans la lignée du paternalisme à l'ancienne de ses aïeux, telle Marie Souchon qui reste dans les mémoires comme celle qui offrait les robes de baptême et de mariage aux ouvriers.

Quant à Franck Riboud, le fils, qui reprend les rênes du groupe Danone en 1996, il représenterait au contraire le type du patron totalement désengagé vis-à-vis du travail réel qui a lieu dans ses usines, uniquement intéressé par les enjeux financiers. À l'appui de cette image, il y a bien sûr son montage financier qui aboutit à la fermeture de la verrerie, décrypté par Laurent Gonon (un LBO impliquant fonds de pension anglo-saxons et paradis fiscaux), mais aussi sa froideur devant la révolte des « Lu » (concomitante de la première lutte à Givors) et sa rémunération jugée indécente qui fait de lui le patron le mieux payé de France en 2010 (4,5 millions d'euros).

Cette opposition a bien sûr du vrai, dans la mesure où elle rappelle deux évolutions indiscutables du capitalisme : le désengagement progressif des hiérarchies vis-à-vis du travail réel¹⁹, et la montée en puissance des enjeux purement spéculatifs y compris dans les groupes industriels à gestion familiale²⁰. Elle laisse dans l'ombre, cependant, le fait qu'Antoine Riboud a été en son temps à l'avant-garde du capitalisme financier prédateur, lui qui a tenté la première OPA hostile en 1968 (sur le concurrent verrier Saint-Gobain, qu'il a essayé sans succès d'absorber) et a commencé à s'intéresser aux LBO à la fin des années 1980 (pour le contrôle de Nabisco, géant du biscuit). Le fait que ces dimensions aient été évacuées du discours des verriers est significatif du rôle central de cette opposition entre le fils et le père dans l'argumentation contre la fermeture. Elle permet de rendre compte à la fois de l'attachement des ouvriers à leur travail (aussi dur soit-il) et de leur opposition franche au propriétaire actuel, sans que cela soit contradictoire.

Ainsi, pour Alain Besson, ancien cadre, à l'époque d'Antoine Riboud :

Il y avait la lutte des classes, mais du respect. Il y avait des choses qu'on pouvait faire ou pas faire. [...] Il [pouvait] y avoir une lutte de classe, mais avec des intérêts communs. Et l'intérêt commun, c'est la boutique. (Entretien, 4 février 2014)

19 Philippe Davezies, « L'individualisation du rapport au travail : un défi pour le syndicalisme », *European Trade Union Institute (ETUI) Policy Briefs*, 2014.

20 Voir par exemple le documentaire de Patrick Benquet et Marlène Benquet, « Du fer à la finance, l'empire Wendel », 2014.

La boutique, c'est-à-dire l'effort pour bien faire le travail et assurer les objectifs de production. En fermant une usine où l'on avait à cœur de bien travailler, le nouveau patron de Danone a signifié que cette communauté d'intérêts n'existait pas. Les verriers se sont alors considérés comme les derniers garants de la qualité du travail réalisé, puisque l'employeur n'en avait que faire.

La lutte sur la santé s'inscrit dans la continuité de cette prise de conscience que les termes de l'échange sont définitivement caducs. À partir du moment où l'investissement dans le travail n'est plus reconnu, il n'y a plus aucune raison que les sacrifices impliqués soient gratuits. C'est ce qu'explique José, ancien électricien en travail posté :

Faire des sacrifices ça va un moment, mais après on commence à réfléchir. On va où ? Moi, c'est ce que je vous ai dit l'autre fois, moi, je vois maintenant, à l'âge que j'ai et tout, je vois tous les copains qui étaient avec moi, qui étaient eux à l'atelier [en journée], et tout, si j'avais su, ben, j'aurais fait des pieds et des mains pour aller à la journée [plutôt qu'en travail posté]... Partir des machines. J'aurais fait des pieds et des mains. On est pris par le métier, on est pris par... [...] C'était la nôtre ! Faut pas se leurrer, on se l'était accaparée, même moi je me l'étais appropriée, l'usine. Trente-trois ans là-dedans à, à crever dessus, suer et tout... [...] Il y en a un qui m'a dit, "oui mais l'usine, elle t'a donné à bouffer". J'ai dit, mais moi, l'usine, bien sûr qu'elle m'a donné à bouffer ! Mais moi, l'usine, elle a profité, parce que moi, j'ai laissé ma santé aussi. Et si moi j'avais pas été là, Riboud, on en parlerait ? Non. Si nous on avait pas été là pour la faire tourner, la boîte, on en parlerait, Riboud, il aurait gagné sa fortune ? Non. Même si c'est son père qui l'a fait, même si si, il a eu besoin de nous. Et du jour où il a voulu en donner plus, il a plus besoin de nous ! On nous a jetés comme une merde ! Ça j'admets pas, ça. Que ça soit financier, que ça soit – tout ça pour gagner plus, j'admets pas. J'admets pas, j'admets pas. [...] Toi t'as fait ton boulot toute ta vie, t'as respecté les gens, t'as respecté ton travail, t'as volé personne, et on te prend pour une merde ? Non mais c'est bon. (Entretien, 27 février 2014)

La plupart des verriers regrettent néanmoins que ce soit le repreneur qui soit visé par les procédures et non l'ancien propriétaire, tout en reconnaissant que la responsabilité d'OI Manufacturing n'est pas inexistante (les machines utilisées étaient exploitées sous contrat avec le groupe américain).

Dans cette évolution, les avocats jouent un rôle déterminant. Ce sont eux qui donnent une légitimité à l'émergence des sentiments d'injustice, en les démêlant et les distinguant – sans les opposer – aux valeurs de loyauté à la « boutique », de fierté du travail bien fait, que les verriers ne souhaitent pas avoir à renier. L'approche froidement technique du droit a du bon, dans la mesure où elle permet d'affirmer avec certitude que certaines des dimensions du contrat moral implicite qui liait les ouvriers à l'employeur n'ont pas été respectées, sans remettre en cause pour autant le bien-fondé du contrat dans son ensemble. Les verriers de Givors travaillent avec le cabinet TTLA (Teissonnière Topaloff

Lafforgue Andreu et associés), spécialisé dans le conseil aux victimes de maladies professionnelles et environnementales, et plus particulièrement avec l'avocat François Lafforgue. Comme me l'explique ce dernier après une audience, il intègre un souci pédagogique dans ses plaidoiries : « il faut que les victimes comprennent ce qui se passe, qu'ils aient l'impression que la justice est en train d'être rendue, sinon c'est extrêmement frustrant pour eux ». L'idée d'engager des procédures relativement inédites, comme la demande d'indemnisation du préjudice d'anxiété, permet de circonscrire de plus près le sentiment d'injustice dont les verriers font l'expérience. Dans la mobilisation de Givors, il apparaît que le danger à lui seul auquel les travailleurs ont été exposés ne suffit pas à constituer la faute. Dans nombre d'entretiens réalisés, les anciens verriers suggèrent qu'ils acceptent les risques dès lors qu'ils leur semblent inévitables, les « risques du métier ». Dans ce cas, l'injustice surgit de la conscience, née au fil de l'enquête de l'association, que les risques ne sont pas nés tant de la nécessité d'un processus de travail que de l'indifférence de certains de leurs supérieurs ; qu'ils savaient, qu'ils pouvaient y faire quelque chose, mais qu'ils n'y ont rien fait. Que cette exposition ait ensuite eu des effets néfastes est presque secondaire, au regard de la rupture de la relation de reconnaissance mutuelle qu'illustre cette indifférence.

Conclusion : enjeux méthodologiques

Pour conclure, j'ajouterai que la prise en compte des contradictions de la condition ouvrière a des vertus méthodologiques. En d'autres termes, s'aventurer sur cette corde raide permet de dépasser certaines fausses oppositions. Elle oblige à ne pas choisir entre misérabilisme et populisme²¹, à ne pas abandonner la critique de l'exploitation lorsque restructurations et fermetures suscitent l'« empathie des chercheurs à l'égard d'ouvriers et d'ouvrières refusant des évolutions économiques présentées comme inévitables²² » et la nostalgie des cheminées fumantes. L'ensemble des travaux de Stéphane Beaud et Michel Pialoux sur l'usine Peugeot-Citroën de Sochaux-Montbéliard et ses alentours illustrent les vertus heuristiques d'une telle approche. Habituellement, « on ne s'inquiète [du] sort [des ouvriers], se penchant même sur eux de manière compassionnelle » que lorsque « les entreprises délocalisent leur production dans des pays à bas salaire et ferment des entreprises rentables²³ », passant alors sous silence le caractère aliénant ou dangereux du travail perdu. À l'autre extrême, certaines études courent le risque de concevoir « la question des conditions de travail comme

21 Claude Grignon et Jean-Claude Passeron, *Le savant et le populaire : misérabilisme et populisme en sociologie et en littérature*, Paris, Gallimard/Seuil, 1989, p. 260.

22 Anne Bory et Sophie Pochic, « Contester et résister aux restructurations. Comment s'opposer à la "fatalité du marché" ? Introduction », *Travail et emploi*, n° 137, 2014, p. 16.

23 Stéphane Beaud et Michel Pialoux, *Retour sur la condition ouvrière*, « Préface à l'édition de 2012 », Paris, La Découverte, 2012, p. 10.

question *autonomisable* qui peut et doit être dissociée, en toute tranquillité d'esprit, de celle du salaire, des formes d'exercice de l'autorité, des rapports de pouvoir, du degré de considération dont jouissent les différentes catégories d'ouvriers à l'intérieur comme à l'extérieur de l'usine²⁴ ».

Cette approche permet aussi de dépasser les oppositions stériles et mythiques entre une sociologie de l'*agency* supposément plus attentive à la réflexivité des acteurs, et une sociologie déterministe qui considérerait chaque individu comme une balle lancée dans le flipper des institutions sociales. Tous les verriers de Givors sont bien conscients de la contradiction, mais devisent différentes manières d'y faire face, au fil de leur enquête et des épreuves qui jalonnent leur vie. Libres et réflexifs, ils le sont certainement. Il n'en reste pas moins que la contradiction renvoie en dernière analyse à la position contradictoire dans laquelle ils sont pris, du fait de la division du travail et de la répartition des ressources due à l'organisation capitaliste, et de la manière singulière, forgée par l'histoire, dont les institutions tentent de définir ce qui constitue la justice et l'injustice. C'est tout l'intérêt de l'imagination sociologique prônée par Charles Wright Mills, que de permettre à chacun de saisir l'intersection entre les biographies individuelles et la grande histoire²⁵.

Références bibliographiques

- Arnaudo Bernard *et al.* « Les risques professionnels en 2010 : de fortes différences d'exposition selon les secteurs », *Dares Analyses*, n° 10, 2013.
- Beaud Stéphane et Weber Florence. Guide de l'enquête de terrain : produire et analyser des données ethnographiques, Paris, La Découverte, 2010, 336 p.
- Beaud Stéphane et Pialoux Michel. *Retour sur la condition ouvrière*, Paris, La Découverte, 2012, 500 p.
- Bory Anne et Pochic Sophie. « Contester et résister aux restructurations. Comment s'opposer à la "fatalité du marché" ? Introduction », *Travail et emploi*, n° 137, 2014, p. 5-20.
- Borzeix Anni et Maruani Margaret. *Le temps des chemises. La grève qu'elles gardent au cœur*, Éditions Syros, 1982, 249 p.
- Brown Phil. « Popular epidemiology and toxic waste contamination : lay and professional ways of knowing », *Journal of Health and Social Behavior*, vol. 33, 1992, p. 267-281.
- Cavet Marine, Memmi Sarah et Léonard Martine. « Les expositions aux cancérogènes, mutagènes et reprotoxiques. Un zoom sur huit produits chimiques », *Références en santé au travail*, n° 144, 2015, p. 77-91.
- Davezies Philippe. « L'individualisation du rapport au travail : un défi pour le syndicalisme », *European Trade Union Institute (ETUI) Policy Briefs*, 2014.

24 Michel Pialoux, « L'ouvrière et le chef d'équipe ou comment parler du travail ? », *Travail et emploi*, n° 62, 1995, p. 25.

25 Charles Wright Mills, *The Sociological Imagination*, Oxford, Oxford University Press, 2000 [1959], p. 6.

- Fantasia Rick. *Cultures of Solidarity. Consciousness, Action and Contemporary American Workers*, University of California Press, 1988, 315 p.
- Gaborieau David. *Des usines à colis. Trajectoire ouvrière des entrepôts de la grande distribution*, Thèse de doctorat en sociologie, Université Paris 1, 2016.
- Gonon Laurent. « Maladies professionnelles des verriers : le déni des droits », *Journal de médecine légale*, vol. 58, n° 5, 2015, p. 343-367.
- Grignon Claude et Passeron Jean-Claude. *Le savant et le populaire : misérabilisme et populisme en sociologie et en littérature*, Paris, Gallimard/Seuil, 1989, p. 260.
- Jobin Paul. *Maladies industrielles et renouveau syndical au Japon*, Paris, Éditions de l'EHESS, 2006, 560 p.
- Lequin Yves et Métral Jean. « À la recherche d'une mémoire collective : les métallurgistes retraités de Givors », *Annales. Histoire, sciences sociales*, 1980, p. 149-166.
- Marichalar Pascal et Pitti Laure. « Réinventer la médecine ouvrière ? Retour sur des mouvements médicaux alternatifs dans la France post-1968 », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 2013, p. 114-131.
- Marichalar Pascal. « "C'est gênant de se mettre à dos son médecin, parce qu'on en a besoin." Ouvriers malades de leur travail face à la médecine », *Agone*, n° 58, 2016, p. 105-122.
- Marichalar Pascal. *Qui a tué les verriers de Givors ? Une enquête de sciences sociales*, Paris, La Découverte, 2017, 258 p.
- Pialoux Michel. « L'ouvrière et le chef d'équipe ou comment parler du travail ? », *Travail et emploi*, n° 62, 1995, p. 4-39.
- Petryna Adriana. *Life Exposed: Biological Citizens after Chernobyl*, Princeton, Princeton University Press, 2002, 304 p.
- Petryna Adriana. « Biological Citizenship: The Science and Politics of Chernobyl-Exposed Populations », *Osiris*, vol. 19, 2004, p. 250-265.
- Ramazzini Bernardino. *Essai sur les maladies des artisans*, Encyclopédie des sciences médicales, vol. 12, 1841 [1700], 502 p.
- Scott Joan. « Les verriers de Carmaux, 1856-1895 », *Le Mouvement social*, n° 76, 1971, p. 67-93.
- Scott Joan. *The Glassworkers of Carmaux. French Craftsmen and Political Action in a Nineteenth-Century City*, Cambridge, Harvard University Press, 1974, 256 p.
- Thompson Edward P. « The Moral Economy of the English Crowd in the Eighteenth Century », *Past and Present*, n° 50, 1971, p. 76-136.
- Wright Mills Charles, *The Sociological Imagination*, Oxford, Oxford University Press, 2000 [1959], 256 p.